Extraits d'une déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, sur l'attitude de la France face à la situation en Syrie, à Kilis (Turquie) le 17 août 2012.

2012-08-17

J'étais en Jordanie et au Liban, et je suis en Turquie, pour connaître la situation des réfugiés dans ces trois pays car il y a beaucoup de Syriens qui ont été obligés de passer la frontière. Les situations sont différentes mais, à chaque fois, cela pose d'énormes problèmes pour les réfugiés. Je veux voir quelle est concrètement leur situation car nous avons à la fin du mois d'août une réunion aux Nations unies, que je vais présider avec d'autres ministres, pour essayer d'améliorer la situation des refugiés. Bien sûr, les événements en Syrie sont à l'origine de cette situation. Il faut arriver à un changement en Syrie mais il faut aussi s'occuper encore davantage des refugiés et c'est la raison de ma visite.

Q - La Turquie nous apporte tout ce qu'il faut en ressources nécessaires. Simplement, les réfugiés estiment que la communauté internationale ne s'occupe pas d'eux. Et qu'il y a presque une connivence entre la communauté internationale et Bachar Al-Assad. Nous sommes debout et nous regardons ce qui est en train de se passer, jusqu'à quand ?

R - D'abord, c'est vrai que le gouvernement turc fait le maximum pour accueillir des réfugiés ce qui pose évidemment de lourds problèmes, financiers notamment. C'est sur point qu'il faut que nous et d'autres - l'Europe le fait déjà - arrivions à augmenter nos concours financiers. Mais le point essentiel est celui que vous soulignez : la situation en Syrie. Il n'est pas exact de dire que la communauté internationale ne fait rien. On ne peut pas mettre tout le monde dans le même sac. Je prends l'exemple de la Turquie et de la France, parce que nous sommes vraiment alliés sur ce sujet. D'une part, nous avons dénoncé à plusieurs reprises ce qui se passe en Syrie. Nous avons demandé la condamnation de Bachar Al-Assad mais vous savez que les Russes, les Chinois et d'autres, s'y sont opposés. D'autre part, nous continuons bien sûr à essayer de faire adopter d'autres sanctions comme celle d'une zone d'exclusion aérienne (no fly zone) pour arrêter les massacres. Et nous sommes en contact avec l'armée nouvelle syrienne et différentes communautés, pour parvenir au renversement de Bachar Al-Assad. Mais il est vrai que cela ne va jamais assez vite. Et je l'ai souvent dit, et je le redis ici publiquement, je considère que Bachar Al-Assad, et je suis le ministre des Affaires étrangères de mon pays, un grand pays, est le bourreau de son peuple et que tout doit être fait pour arriver à le renverser. Et dans le même temps, obtenir que le gouvernement

qui prendra sa place soit un gouvernement qui permettra aux uns et aux autres d'avoir une véritable liberté.

Q - Je suis ici depuis un an et trois mois. Nous sommes témoins de discussions qui ont lieu mais tout simplement rien ne se réalise sur le terrain. Nous sommes tous témoins de centaines de morts tous les jours et cela doit s'arrêter. Nous avons perdu tout espoir. Tous les Amis de la Syrie doivent prendre des décisions en dehors du CSNU. On ne veut plus entendre parler d'une étude de la no fly zone, on veut une no fly zone effective.

R - Je comprends tout à fait ce que vous dites, mais quand vous dites «nous avons perdu espoir», vous ne devez pas. Vous ne devez pas perdre espoir. Je suis persuadé, le plus tôt sera le mieux, que le régime va tomber. Ce ne sont pas simplement des discussions en l'air.

Q - Vous êtes en train d'aider, de vous coordonner avec l'armée syrienne de libération. Ils sont les témoins aujourd'hui en Syrie d'un monde terrible. Mais à l'heure actuelle ils n'arrivent même plus à se battre faute de munitions.

R - Nous savons cela, et en ce qui concerne les armes ordinaires, il y a eu des livraisons. Après, il y a un certain nombre de pays - je pense au Qatar et à l'Arabie saoudite - qui livrent des armes plus puissantes. Je suis d'accord avec vous, ça va trop lentement, et tous les jours, il y a des morts, ce qui est insupportable. Mais, dans le même temps, quand vous regardez la situation sur le terrain, Bachar Al-Assad perd du terrain, même s'il en a encore trop. L'autre jour, le Premier ministre syrien a fait défection et il a dit que Bachar Al-Assad ne contrôlait plus qu'un tiers du territoire.

Q - Oui, peut être sur le terrain, mais les avions, eux, arrivent à parcourir tout le territoire.

R - Oui c'est vrai, c'est tout à fait exact. Mais dans le même temps, nous sommes en train de regarder concrètement, comment arrêter ces bombardements. Mais, vous le savez, notre principe de fonctionnement c'est qu'il faut une décision internationale. L'ONU l'a refusée, quelques pays l'ont refusée et l'OTAN n'est pas le cadre permettant une intervention. De surcroît, Bachar Al-Assad possède une défense aérienne très forte, ce qui ne facilite pas notre action, c'est tout à fait vrai, tandis qu'il y a des gens qui se font massacrer, y compris dans vos familles. En tous cas, ce que je veux dire, encore une fois, c'est que je comprends votre souffrance et je la partage. Il ne faut pas être désespéré car les choses avancent, même si elles avancent trop lentement. Je suis sûr que l'on verra prochainement une Syrie qui sera libre.

Q - Celui qui est mauvais en soi, ne pourra pas devenir bon.

R - Je vais vous arrêter un instant, je suis absolument d'accord avec ce que vous dites : «Celui qui est mauvais en soi, ne pourra pas devenir bon».

Q - Thank you very much! Il faut que vous voyiez la désolation et les destructions, tant que vous n'avez pas contemplé, vous ne pouvez pas comparer l'opposition à Bachar Al-Assad.

R - Monsieur, je comprends ce que vous dites, mais vous vous adressez à un Français et non à un Russe. Les Français ont les mêmes positions que les Turcs. Ce sont les Russes qui disent au Conseil de sécurité : «Il y a deux parties : il y a d'un côté Bachar Al-Assad et de l'autre l'opposition». Nous nous disons : «Il n'y a pas d'équivalence».

Q - Il faudrait que chaque fois que la question syrienne est abordée au Conseil de sécurité, la population et le régime ne soient mis sur un même plan.

R - Je suis absolument d'accord. Je suis d'accord à 100%. Je vais devoir vous quitter.

(...)

R - Je suis très heureux de vous rencontrer. Je suis le ministre des Affaires étrangères de la France et je vous apporte le salut amical de la France. J'étais ces jours derniers en Jordanie, au Liban, aujourd'hui en Turquie où je vais voir mon collègue et ami, le ministre des Affaires étrangères turc. À chaque fois, je veux examiner concrètement les questions des réfugiés syriens. À cause du régime de Bachar Al-Assad, le nombre des réfugiés augmente sans cesse, ce qui pose évidemment beaucoup de problèmes aux pays limitrophes. Je veux que nous examinions à la fin du mois, aux Nations unies, ce qu'il faut faire de plus pour les réfugiés. Mais l'origine de tout cela, c'est le comportement du gouvernement actuel de Syrie, et c'est cela qu'il faut faire cesser. Vous connaissez la position de la France, qui est d'ailleurs la même que celle de la Turquie, qui est d'arriver le plus vite possible à un changement de régime. Ce qui, évidemment, passe par toute une série de décisions. Ce que, vous, vous faites sur le terrain est absolument décisif, mais je sais que vous avez été récemment bombardés par le gouvernement syrien. Je voudrais que ce soit vous qui parliez et que vous m'exprimiez ce que vous vivez sur le terrain, vos souhaits et vos demandes.

Sortie du camp.

R - J'ai effectué une visite dans ce camp. C'est un camp très bien aménagé mais les témoignages des réfugiés - je viens de voir des Syriens d'un village qui a été bombardé juste de l'autre côté de la frontière - sont absolument bouleversants. J'ai dit à mes interlocuteurs, que, quand on entend ces déclarations, et je suis conscient de la force de mes paroles, M. Bachar Al-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre, parce que c'est une opération de destruction d'un peuple qu'il est train d'accomplir. Alors, bien sûr, les demandes de ces réfugiés sont : «Donnez-nous des armes», «Faites en sorte que les avions ne puissent plus nous bombarder». Nous, nous essayons d'expliquer nos actions, notamment sur le plan humanitaire. Sur le plan politique, nous essayons de faire évoluer les choses mais les Russes, les Chinois nous barrent la route. Évidemment, il faut accélérer et intensifier le

mouvement, car on ne peut pas accepter que Bachar, même s'il a beaucoup reculé et perd du terrain tous les jours, continue ses exactions.

Vraiment c'est un témoignage absolument bouleversant. La Syrie, le peuple syrien doivent être aidés. Et quand on entend cela, on se dit que le régime syrien doit être abattu, et rapidement.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 21 août 2012

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/185706-extraits-dune-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-e